

Conflit du Sahara Occidental : Les Sahraouis poursuivent les attaques contre les positions de l'armée marocaine



Le président sahraoui Brahim Ghali inspectant ses troupes

A. Z. 25 NOVEMBRE 2020 À 10 H 40 MIN 13632

Les forces de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont poursuivi, lundi pour le 11^e jour consécutif, leurs attaques intensives contre les positions et campements de l'armée marocaine derrière le mur de la honte, après que les forces d'occupation marocaines aient violé l'accord de cessez-le-feu en attaquant des civils sahraouis non armés, qui manifestaient pacifiquement devant la brèche illégale de Guerguerat.

Le ministère de la Défense sahraoui a annoncé également, dans son communiqué n°11, que les forces sahraouies avaient mené dimanche des «attaques violentes» contre les positions des forces de l'armée marocaine, en prenant pour cible les positions de militaires marocains derrière le mur de séparation.

Ces bombardements ont, précise-t-on, visé les points de positionnement des soldats de l'occupation marocaine dans la région d'El Rous Essebti (secteur de Mehbes), la région d'Oum D'guen (secteur de Bekkari) et les cantonnements marocains dans la région de Sebkha T'nouchad (secteur de Mehbes), ainsi que les forces dans la région de Lekhchibi

et Angab Laâbd (secteur Haouza) et de Alfaïne (secteur de F'rissa) et la région de Adhim Oum Adjloud (secteur Aousserd).

Lundi, ajoute le communiqué, les forces de l'ALPS ont mené des attaques violentes visant les bases des soldats de l'occupation dont des bombardements ciblant la région d'Amgli Acherif (secteur d'Amgala) et la région de Chdimya (secteur Mehbes).

La même source indique que les unités de l'APLS poursuivent leurs attaques intenses contre les positions et campements de l'occupation marocaine faisant des pertes humaines et matérielles tout le long du mur de séparation.

Droit sacré

Sur un autre plan, la mission du Front Polisario auprès des Nations unies a critiqué, hier, «l'inaction» Advertisements de l'ONU face aux derniers développements à Guerguerat, affirmant que les autorités sahraouies n'avaient d'autres choix que d'exercer leur droit sacré à la légitime défense et utiliser tous les moyens légitimes pour défendre le territoire sahraoui contre l'agression marocaine. «Plus d'une semaine après l'agression militaire marocaine contre le territoire sahraoui, ni le secrétariat général de l'ONU ni le Conseil de sécurité n'ont pris de mesures pour tenir le Maroc responsable des conséquences extrêmement explosives dans le territoire», a fustigé le Front Polisario dans une note explicative sur la rupture du cessez-le-feu par le Maroc au Sahara occidental.

Pour le Front Polisario, «cette nouvelle manifestation de l'inaction de l'ONU envoie au peuple sahraoui un message habituel et clair que l'indifférence envers son sort et ses sacrifices pour la paix ainsi que le silence assourdissant face à la poursuite de l'occupation illégale de leurs terres par le Maroc restent à l'ordre du jour, même à un moment où la paix et la sécurité dans toute la région sont en danger».

Ainsi, et face à cette situation et à l'attitude provocatrice de l'Etat de l'occupation marocain, souligne la note, «le Front Polisario n'a pas eu d'autre choix que d'exercer son droit sacré à la légitime défense et utiliser tous les moyens légitimes pour défendre le territoire sahraoui contre l'agression marocaine».

Comme l'avait affirmé la mission de l'ONU au Sahara occidental (Minurso), le Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, a rappelé qu'à partir du 6 novembre 2020, les forces armées marocaines ont commencé à se déplacer dans la zone d'accès restreint (ZAR) le long du mur militaire illégal marocain au Sahara occidental en violation flagrante de l'accord militaire N1.

Comme a averti le Front Polisario, «toutes les indications, alors, suggéraient que les troupes marocaines étaient prêtes à se rendre dans la zone tampon pour disperser violemment les manifestants sahraouis qui protestaient pacifiquement dans la partie sud-ouest du territoire», souligne le texte.

Le Front Polisario a également alerté les Nations unies, notamment le Conseil de sécurité sur «les conséquences très graves que toutes les actions militaires ou toutes autres actions de troupes marocaines dans la zone tampon de Guerguerat ou ailleurs auraient non seulement sur le cessez-le-feu et les accords militaires connexes, mais aussi sur la paix et la stabilité dans toute la région», ajoute la note.